

O'Neill, Bard E., Heaton, William R. et Alberts, Donald J. (Eds.).
Insurgency in the Modern World. Boulder (Col.), Westview
Press, 1980, 303 p.

Jean-René Chotard

Volume 13, Number 4, 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701432ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701432ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Chotard, J.-R. (1982). Review of [O'Neill, Bard E., Heaton, William R. et Alberts, Donald J. (Eds.). *Insurgency in the Modern World*. Boulder (Col.), Westview Press, 1980, 303 p.] *Études internationales*, 13(4), 747–748.
<https://doi.org/10.7202/701432ar>

pendre », tout en sachant bien que « l'histoire ne nous donne pas de recettes infaillibles pour agir sur le présent ».

Yves-Henri NOUAILHAT

U.E.R. des sciences historiques
Université de Nantes, France

O'NEILL, Bard E., HEATON, William R. et ALBERTS, Donald J. (Eds.). *Insurgency in the Modern World*. Boulder (Col.), Westview Press, 1980, 303 p.

Le volume pourrait s'intituler insurrection et contre-insurrection car le propos des auteurs a le grand mérite de la franchise. Pour eux l'insurrection constitue un état de crise négatif dont il faut caractériser les traits et la dynamique afin d'y apporter remède.

Ce contributeur principal, B.E. O'Neil, oriente l'ensemble de la publication par un chapitre introductif qui définit la notion d'insurrection et propose un « modèle » d'analyse devant rendre compte de tous les types possibles de mouvements insurrectionnels. Quelques « variables analytiques principales » sont d'abord établies : l'appui populaire, l'organisation, la cohésion, l'environnement géographique, l'appui extérieur et le rôle du gouvernement. Puis sont passées en revue les « stratégies insurrectionnelles » qui sont regroupées autour de trois pôles, léniniste, maoïste et la guérilla urbaine dont Carlos Marighella est présenté ici comme une sorte de théoricien.

Ces termes étant posés, le volume se poursuit en une étude de cas dont l'énumération est ici nécessaire : l'armée républicaine irlandaise, la guerre populaire de Thaïlande, l'insurrection des années 1960 au Guatemala, les Tupamaros d'Uruguay, la rébellion Kurde d'Irak, la guerre d'Oman et la lutte armée d'Angola. Chacun de ces cas fait l'objet d'une étude assez approfondie des antécédents historiques, du contexte économique et social, et de la spécificité de la situation. Ensuite seulement, chaque contributeur tente d'appliquer à son cas d'espèce, le modèle d'analyse proposé initialement.

Les conclusions varient mais les démarches procèdent de la même dynamique qui, certainement, s'explique par la caractéristique des auteurs. Tous sont, ou bien des militaires diplômés de science politique, ou bien des universitaires ayant, à un moment ou un autre, professé dans des académies militaires. Tous semblent allègrement partir des prémisses qu'un modèle insurrectionnel-type existe sur l'ensemble de la planète et qu'il est donc possible d'expliquer à travers cette grille tout mouvement de contestation armée d'un pouvoir en place. Une même unanimité se poursuit quant aux chances de l'insurrection qui sont examinées dans le cadre d'un strict rapport de force. Il est admis que la durée des troubles puisse presque indéfiniment s'allonger (Irlande ou Kurdistan) mais, en dernière analyse, le problème paraît se réduire à une équation simple. Le gouvernement dispose nécessairement de l'avantage dans le rapport de force et donc une insurrection ne peut obtenir le succès qu'à la condition de bénéficier d'un appui externe fournisseur de matériel et de soutien logistique. Mais, même avec cet appui, la guérilla peut être vaincue si le gouvernement en place possède la volonté d'employer à tous les moyens nécessaires. Selon qu'ils recourent ou non aux euphémismes, les auteurs parlent de contre-terreur, de pacification, d'information, de torture, mais il est parfaitement clair que ces moyens mènent au succès garanti. Les événements du Guatemala dans les années '60, d'Oman dans les années '70, voire des Philippines dans les années '50 (il leur est fait allusion dans le chapitre introductif) démontrent clairement que des autorités déterminées peuvent sortir victorieuses d'une guérilla. À la condition, et les auteurs la soulignent avec ensemble, que l'action gouvernementale soit bien sélective, qu'elle évite les bavures dont souffrirait trop la population civile et que la répression s'accompagne de mesures populistes, spectaculaires de préférence.

Avec cette conclusion, optimiste du point de vue des auteurs, les insurrections ne devraient plus poser de problèmes insurmontables. L'ouvrage vient, pourrait-on dire, à son heure, c'est à dire à l'heure de la présente administration américaine. Il soulève cepen-

dant quelques questions. Comment enfermer à l'intérieur d'un modèle unique des types de soulèvement qui surviennent chez des peuples et dans des cultures aussi différents que ceux énumérés? Le marxisme est-il bien l'inspirateur et la référence de tous ces mouvements? Les auteurs y apportent eux-mêmes, une contre-preuve puisqu'ils présentent le cas de l'Angola à l'appui de leur démonstration. Or la guérilla d'Angola lutte justement avec l'appui des USA contre un gouvernement marxiste.

L'analyse des auteurs étonne aussi par certaines tentatives d'explication qui relèvent beaucoup plus de conceptions occidentales que de références marxistes. Ainsi attribuent-ils au charisme du leader une importance qui surprend le lecteur. La conception, voire le préjugé occidental apparaît plus nettement encore lorsque sont définis les motifs de rébellion. Pour les auteurs il existe des « esoteric appeals » telle la revendication nationaliste et des « esoteric appeals » qui s'appuient sur les mécontentements concrets des masses. Doit-on parler d'euphémisme? Doit-on reconnaître plus simplement qu'entre les auteurs et l'objet de leur étude il existe un écart culturel assez considérable?

Le livre surprend encore par son quasi-silence sur l'expérience du Vietnam. Certes pareil sujet est abondamment traité ailleurs, dans des ouvrages nombreux, mais on demeure intrigué qu'il soit possible d'écrire sur le sujet de l'insurrection populaire sans faire référence à certaines leçons récentes. Qu'importe, le livre est intéressant, il apporte des informations sur des événements contemporains et, à travers ses auteurs, il renseigne sur une certaine façon de penser.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire
Université de Sherbrooke*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

BÉLANGER, Michel. *Institutions Économiques Internationales: Introduction au droit international économique*. Paris, Éditions Economica, 1981, 147 p.

Le petit livre que Michel Bélanger – Maître-Assistant à l'Université de Bordeaux I – vient de consacrer aux relations économiques internationales, examinées sous l'angle institutionnel et organisationnel, mérite l'attention. Cet ouvrage – à la fois modeste et ambitieux – s'adresse aux étudiants de Licence ès Sciences Économiques ou d'Administration Économique et Sociale. Il s'agit en fait – comme l'indique fort justement le sous-titre – d'une « Introduction au Droit international économique ».

L'étude est par conséquent modeste puisqu'elle ne prétend pas aller au fond des problèmes de ce que les experts appellent le « Nouvel Ordre Économique International » (NOEI) et les hommes politiques le « dialogue Nord-Sud ». Mais elle est aussi ambitieuse vu l'ampleur de la matière et la densité des sujets traités par l'auteur.

La structure de l'ouvrage, comprend deux grandes parties: l'une est consacrée aux « Acteurs économiques internationaux » (50 p), l'autre aux « Actions économiques internationales » (40 p). Dans la première, M. Bélanger étudie respectivement l'Acteur étatique, le rôle économique des Organisations internationales à vocation mondiale (ONU et Institutions spécialisées, le GATT, etc.) et régionale (les Commissions économiques régionales des Nations Unies, l'OPEP, l'OCDE, la CEE, l'ASEAN, l'ALADI; le Groupe Andin, etc.) enfin, l'influence des Sociétés transnationales. Dans la seconde, l'auteur passe en revue les différentes modalités de la Coopération internationale: la coopération commerciale, la coopération monétaire, l'aide économique internationale.

Du point de vue institutionnel et relationnel, le tableau présenté ici est très classique. Il